

## Atelier citoyen du 25 mai 2013 - Synthèse des débats -

L'atelier citoyen organisé dans le cadre du Débat National sur la Transition Energétique, à l'IUT d'Epinal, le 25 mai 2013, a pris la forme d'un World Café.

Le « World Café » est un processus créatif qui vise à faciliter le dialogue constructif et le partage de connaissances et d'idées, en vue de créer un réseau d'échanges et d'actions. Ce processus reproduit l'ambiance d'un café dans lequel les participants débattent d'une question ou d'un sujet en petits groupes autour de tables. À intervalles réguliers, les participants changent de table. Un hôte reste à la table et résume la conversation précédente aux nouveaux arrivés. Les conversations en cours sont alors 'fécondées' avec les idées issues des conversations précédentes avec les autres participants.

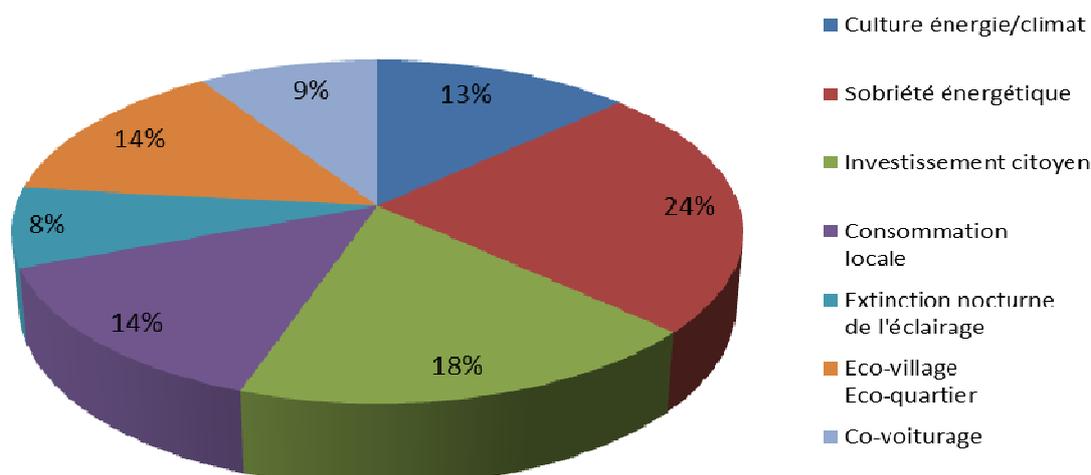
Au terme du processus, les principales idées ont été résumées au cours d'une assemblée plénière et dans une synthèse diffusée à l'ensemble des participants.

Le SCOT des Vosges Centrales a choisi de traiter des questions différentes de la trame nationale, dans l'optique de cibler des thématiques plus proches du contexte local.

Ainsi, 7 tables de discussion ont été organisées :

- 1) Comment diffuser une culture "énergie/climat" sur le territoire ?
- 2) Sobriété énergétique : quels moteurs à l'action ?
- 3) Quels investissements citoyens en faveur des énergies renouvelables ?
- 4) Eco-consommation : quelles filières locales ?
- 5) Extinction de l'éclairage public : quelle acceptabilité sociale ?
- 6) Eco-quartier/ éco-villages : comment les envisager sur le territoire ?
- 7) Covoiturage : quelles motivations ?

92 personnes ont participé à ces ateliers et ce sont réparties, sur les trois tours, entre les différents ateliers de la manière suivante :



# SYNTHESE DES DEBATS

## Questionnements table 1 : « Comment diffuser une culture "énergie/climat" sur le territoire ? »

Comment créer un réseau autour de la démarche énergie/climat ? Comment améliorer la diffusion de l'information entre les différents acteurs ? Comment impliquer les différents acteurs dans la démarche de Plan Climat ? Quels partenaires associer ?

Les participants ont établis plusieurs **constats** qui font obstacle à une diffusion optimale de la culture énergie/climat sur le territoire.

- Il existe une confusion sur la terminologie liée à la problématique énergie-climat :
  - o Confusion entre les notions de météorologie et de climatologie (dérèglement climatique ou épisodes météorologiques extrêmes ?)
  - o Manque d'évidence sur le lien entre climat et énergie, entre transition énergétique et lutte contre le changement climatique
  - o Le terme de Transition énergétique demeure peu évocateur pour le commun des mortels
  - o Confusion entre réchauffement climatique et trou dans la couche d'ozone
- Il existe également un manque de connaissance de l'impact du changement climatique et de ses conséquences dans le temps et un manque de conscience de l'impact de nos modes de vie sur le climat
  - « Mettre les gens en face de leur réalité climatique »
- La connaissance des notions de base liée à l'énergie est insuffisante :
  - « Les gens ne savent pas ce qu'est une chaudière »
  - « Ils ne savent pas lire une facture énergétique »
- Les initiatives locales intéressantes ne sont pas assez valorisées et connues
- Il demeure une méconnaissance des économies financières attendues

Les participants ont proposé plusieurs **solutions** pour améliorer la diffusion de l'information :

- Communiquer massivement
- Améliorer la communication afin de se différencier de la publicité commerciale liée aux systèmes d'énergies renouvelables : pompes à chaleur, photovoltaïque...
- Valoriser les actions citoyennes ou de collectivités réussies
- Diffuser l'intérêt d'un mode de développement alternatif à celui de la croissance économique (les termes dé-consommation et décroissance ont été évoqués)

Pour se faire, plusieurs vecteurs de communication peuvent être utilisés, à moduler en fonction des cibles :

Cibles	Vecteur de communication
Grand public	Médias locaux (émission sur Vosges TV) et nationaux (spot publicitaire) Grande distribution Distributeurs d'énergie
Jeune public	Education nationales Etablissements : écoles et collèges
Elus	Conseil municipaux

Des **outils de communication** ont également été cités :

- l'Espace Info Energie (EIE) : des conseillers, des supports, des animations sur le thème de l'énergie sans visée commerciale <http://www.eie-lorraine.fr/>
- le concours « famille à énergie positive » : animation portée par l'EIE visant à récompenser les foyers qui atteignent 8% d'économie d'énergie après une saison de chauffe sur leurs gestes de tous les jours <http://lorraine.familles-a-energie-positive.fr/>
- le groupe Epinal en transition : rassemblement de personnes volontaires pour un changement des comportements liées à l'énergie et au climat <http://villesentransition.net/>
- la création d'une commission communale liée au développement durable (l'exemple de Deyvillers a été cité) pour associer la population aux élus de la commune
- l'outil Climat'Pratic : outil de construction d'une politique communale liée au climat et à l'énergie <http://www.climat-pratic.fr/>
- la mention du pourcentage de produits locaux vendus sur la facture des supermarchés
- l'insertion de boîtier au niveau des armoires électriques permettant une lecture instantanée de l'énergie consommée avec un affichage en euros
- les journées européennes du solaire

### ZOOM sur le SONDAGE

Souhaiteriez-vous participer à un réseau (conférences, échanges d'expériences, visites...) autour de la thématique énergie/climat ?

**78% des participants sont intéressés pour participer à un réseau autour de la thématique énergie/climat**

## Questionnements table 2 : « Sobriété énergétique : quels moteurs à l'action ? »

Quels sont les facteurs de passage à l'acte pour réaliser des économies d'énergie ? Comment un éco-geste, peut-il devenir une habitude ? Quelles actions pourraient être mises en place par les collectivités pour inciter au passage à l'acte ?

Les participants ont cités plusieurs leviers qui pourraient inciter au passage à l'acte et à réaliser des économies d'énergie, si ils étaient mis en place :

- Les **obligations**
  - o Les obligations pour les fabricants : obligation de supprimer les veilles, de mettre en place des start and go sur les véhicules, de programmer les appareils pour une mise en route en dehors des pics de consommation, de stopper l'obsolescence programmée...
  - o Les obligations pour les particuliers : obligations de rénovation lors de la vente d'un logement...
  
- Les **incitations financières**
  - o L'instauration de tarifs progressifs : plus on consomme, plus on paye
  - o L'instauration de tarifs variables en fonction des pics de consommation
  - o La mise en place de compteurs d'énergie en euros (et non plus uniquement en kWh)
  - o L'arrêt des tarifs spéciaux d'électricité
  - o La mise en place de taxe pour les propriétaires qui louent des « passoires énergétiques »
  - o La mise en place d'aides de l'Etat
  - o Le développement des Contrats de Performance Energétique
  - o Une augmentation du prix de l'énergie
  - o Une incitation financière à prendre les transports en commun
  
- Les **normes**
  - o L'adaptation de certaines normes qui vont à l'encontre de la sobriété (normes de puissance d'éclairage public par exemple)
  - o La mise en place de normes de stationnement contraignantes dans les centres-villes
  
- La **sensibilisation**
  - o La connaissance exacte du prix de l'énergie par la diffusion d'informations en temps réel sur les consommations et la relève de compteurs
  - o La diffusion de campagnes de pub alternatives : « Master économie d'énergie », campagnes « trash » sur l'exemple de celles de la sécurité routière...
  - o La fourniture gratuite de minuteurs à poser dans la douche
  - o Une information claire des consommateurs sur les produits performants (isolation...)
  - o La diffusion du programme Familles à Energie positives et de leurs astuces pour consommer moins
  - o L'exemplarité des collectivités qui inciterait le citoyen à faire de même
  
- L'existence de **choix alternatifs** :
  - o La possibilité de pouvoir choisir des produits de meilleure qualité et moins emballés
  - o La réintroduction des commerces en centre-ville et la mixité fonctionnelle permettraient de réduire les trajets
  - o La création de choix alternatifs à la voiture individuelle

Les participants se sont également accordés sur trois messages :

- « *La sobriété énergétique passe par un raisonnement en coût global* » ;
- « *Il est nécessaire d'avoir une vision d'ensemble car c'est la somme des gestes individuels qui fera changer les choses* » ;
- « *Il s'agit dès aujourd'hui de créer des choix pour l'avenir* ».

### ZOOM sur le SONDAGE

Quelle est votre principale motivation pour réaliser des économies d'énergie ?

**La majorité des participants réalisent des économies d'énergie par préoccupations environnementales et pour préserver les ressources pour les générations futures**

### Questionnements table 3 : « Quels investissements citoyens en faveur des énergies renouvelables ? »

Quelles sont les motivations qui vous pousseraient à investir dans un projet éolien collectif ? De quoi a-t-on besoin pour réaliser un projet éolien collectif local ? Quels choix de développement des énergies renouvelables ?

Pour commencer, les participants ont abordé les **projets de parcs éoliens** envisagés ou/et en cours d'installation dans les Vosges.

Plusieurs réflexions en sont ressorties :

« *On nous impose l'éolien, comme on nous a imposé le nucléaire !* » et « *C'est le profit qui est avant tout recherché, sous l'effet de la pression des lobbies de l'énergie !* »

Les participants ont ensuite abordé les diverses **possibilités de production** d'énergies renouvelables (chaleur et /ou électricité) avec les ressources et le potentiel du territoire :

- la ressource bois, très importante dans les Vosges
- la méthanisation agricole, la valorisation des déchets et autres biomasses
- l'énergie hydraulique des nombreux moulins à réhabiliter
- le solaire thermique reconnu à l'unanimité comme une solution écologique maintenant bien éprouvée
- le petit éolien (voire éoliennes individuelles) à développer plutôt que des parcs d'éoliennes géantes

Les discussions des participants se sont ensuite orientées vers le caractère **collectif et local** de solutions éprouvées et en fort développement. Il s'agit essentiellement de chaudières bois collectives avec réseau de chaleur pour lesquelles l'utilisateur peut bénéficier d'un prix avantageux et stable de l'énergie. Toutefois, pour ce type de solution, les investissements sont souvent supportés par la collectivité locale.

Certains participants ont signalé l'existence de la société SCA Energie Partagée, qui permet au citoyen de participer à l'investissement de projets collectifs,

L'investissement citoyen des particuliers et des organisations est collecté afin de financer de nouvelles installations productrices d'énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, hydraulique, etc.).

La vision et les engagements d'Énergie Partagée se fondent sur le scénario négaWatts (sobriété et efficacité énergétique, énergies renouvelables).

Un participant a alors évoqué l'esprit de solidarité qu'intègrent les projets collectifs énergies renouvelables de part notamment, la maîtrise du coût et l'accès facilité et pour tous à l'énergie.

Les participants ont également mentionné l'autoconsommation de l'électricité.

Pour l'ensemble des participants, une solution collective de production d'énergie se doit de permettre la consommation par les usagers eux-même du maximum de l'énergie qu'ils produisent. Par ailleurs, en cas de surplus de production, l'énergie doit pouvoir être revendue à un prix attractif.

Les participants ont aussi proposé de rentre le tarif de rachat nécessairement attractif pour les petites installations, collectives de surcroît.

Toutefois, les tarifs de rachat dont a bénéficié le photovoltaïque depuis plusieurs années sont considérés comme injustes comparativement à ceux des autres moyens de production d'électricité renouvelable (hydraulique, éolien, biomasse ...).

De l'avis général, seule une réelle volonté politique de l'Etat peut permettre le développement de ces énergies renouvelables locales

*« Les citoyens accepteraient ces projets respectueux de l'environnement et générant des retombées économiques locales »*

*« L'énergie est là, on ne l'exploite pas. Il ne serait pas difficile d'identifier les lieux et potentialités de production ! ».*

Les participants ont cependant mis en évidence l'excès de contraintes réglementaires. Un des exemples évoqué fut celui d'un parc éolien qui n'a pu voir le jour en raison d'un couloir aérien à 10000m.

Enfin, tous les participants s'accordent à dire que, en complément des énergies renouvelables, la problématique de l'énergie ne pourra pas se régler sans l'adoption par la société toute entière de la sobriété énergétique.

### ZOOM sur le SONDAGE

Seriez-vous prêt à investir dans un projet éolien collectif ?

Si oui, quelle somme seriez-vous prêt à investir ?

**57% des participants se disent prêts à investir dans un projet éolien collectif.  
La majorité d'entre eux souhaiteraient investir une somme comprise entre 0 et  
5000 euros**

## Questionnements table 4 : « Eco-consommation : quelles filières locales ? »

Où faire des achats durables et responsables sur le territoire ? Quelles sont les motivations qui poussent à préférer le local ? Quelles nouvelles filières pourrait-on développer ?

Les **idées clés** des échanges de cette table sont la vente directe et le lien producteur – consommateur à travers les circuits courts.

Ce fil rouge a guidé les débats et a suscité des questions-réponses :

- A quelle distance peut-on parler de circuits courts ?  
Selon les participants, la distance de 50 à 60 km semble être la limite à ne pas dépasser. Cette distance varie en fonction de la taille du site approvisionné, plus grande pour un village puisque moins dense et donc des émissions de CO2 plus importantes par habitant approvisionné.
- La centralisation par internet de produits locaux est-elle un mode « circuits courts » ?  
Les participants ont cités l'exemple de « La ruche qui dit oui » et se sont questionnés sur la traçabilité. Comment s'assurer de la provenance des produits ?
- Le marché entre-t-il dans un mode d'éco-consommation ?  
A ce sujet, les opinions des participants divergent et certains soulèvent la question des approvisionnements de certains marchands en centrale d'achat / grossiste.  
*« Tous les marchands ne se valent pas et l'éco-geste vient du consommateur qui privilégie les produits locaux ».*
- Peut-on considérer que l'achat de produits bio ayant parcourus de grandes distances, est un geste d'éco-consommation ?  
De l'avis des participants, une exception peut être faite pour certains produits impossibles à produire localement. Ainsi l'achat de bananes ou de café issus de l'agriculture biologique demeure un éco-geste.  
*« Tant que le climat ne le permettra pas ... »*
- Quel rôle les pouvoirs publics doivent-ils avoir ?  
Les avis sont partagés sur cette question entre le devoir de structurer la filière courte ou de laisser ce soin à la filière agricole par l'entremise de la chambre d'agriculture.  
Les participants s'interrogent sur l'existence d'un lobby des grands groupes agroalimentaires

Une des **préoccupations** des participants sur la thématique de l'éco-consommation est de préserver, pérenniser et créer des emplois.

Ainsi, les participants ont cité l'exemple des normes d'abattage qui favorisent les grands groupes au détriment des plus petites structures locales. Pour relocaliser la transformation, des cellules d'abattage mobiles pourraient être mis en place, en mutualisant des producteurs.

Une autre préoccupation est celle du lien social, à travers la relation producteur – consommateur. Par opposition à l'errance dans un supermarché, la vente directe semble, aux dires des participants, assurer des échanges plus humains, dans une ambiance plus conviviale.

Les participants ont également cité des exemples à développer :

- labels locaux
- monnaie locale
- groupement de producteurs distributeurs

Les participants ont également abordé la question de l'obsolescence programmée, ainsi que la production locale de bien manufacturés et de textile. Cependant certains pointent du doigt le manque de patriotisme, d'autres le surcoût engendré par la main d'œuvre locale.

Suite à l'intervention de RTE en séance plénière, les participants ont souhaité exprimer également leurs idées concernant les réseaux de distribution d'**énergie**.

Les participants ont insisté sur le fait que la production d'électricité doit se faire localement et le réseau doit alimenter en priorité la consommation locale.

Cela implique de revoir les réseaux de manière à éviter les pertes.

Certains vont plus loin et évoque la maison autonome disposant de sa propre production d'électricité éolienne et solaire. Pour cela des améliorations technologiques semblent nécessaires pour stocker l'énergie.

L'installation de moyen de production d'énergie renouvelable doit être réalisée par des travailleurs locaux. Il s'agirait d'en profiter pour structurer une industrie autour des énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie, biomasse).

Le réseau de chaleur est également évoqué ainsi que la réutilisation des vapeurs de la papeterie Norske Skog.

De même les participants s'interrogent sur la production hydro-électrique, importante autrefois dans la région.

### ZOOM sur le SONDAGE

Quelles sont les motivations qui vous poussent à acheter local ?

**La majorité des participants achètent des produits locaux par préoccupations environnementales et pour préserver les ressources pour les générations futures**

## Questionnements table 5: « Extinction de l'éclairage public: quelle acceptabilité sociale ? »

Quelle est votre opinion sur l'extinction de l'éclairage public ? Quels avantages à l'extinction de l'éclairage public ? Comment une collectivité peut-elle faire accepter son choix d'éteindre son éclairage ?

L'inventaire des avantages et des inconvénients conduit les participants à se montrer plutôt optimistes sur l'**acceptabilité de l'extinction nocturne** de l'éclairage public.

Les participants ont listé plusieurs inconvénients :

- L'exigence d'un service public standard d'éclairage public en contre partie des impôts payés,
- La crainte des accidents de voitures,
- La crainte de l'agression physique,
- L'incertitude sur la couverture des risques potentiels par les assurances,
- La peur du noir qui renvoie notamment à l'imaginaire des bas-quartiers « coupe-gorge ».

Mais de nombreux **avantages** ont également été cités :

- L'économie financière qui pourrait se répercuter sur la feuille d'impôt et qui s'avère l'argument dominant,
- Le constat objectif mais encore mal connu d'une réduction des cambriolages d'après le témoignage des élus qui ont testé l'extinction de l'éclairage nocturne,
- L'amélioration du confort visuel des conducteurs de voitures en raison de l'absence d'alternance de tronçons éclairés et de tronçons obscurs qui nécessitent une adaptation de la vision et du mode de conduite,  
*« La lune, c'est comme l'éclairage public, l'œil est capable de s'habituer à l'éclairage naturel »*
- La préservation de la biodiversité, notamment de nombreuses espèces nocturnes dérangées par la lumière,
- L'amélioration de la visibilité du ciel nocturne et des étoiles,
- Une moindre nuisance lumineuse qui gêne le sommeil de ceux dont la chambre à coucher est proche d'un lampadaire.

Certains participants se sont même étonnés que les élus puissent autant investir dans les équipements d'éclairage public perçus comme *« une véritable gabegie »* qui vient surenchérir la débauche d'éclairage des zones commerciales ou des commerces de centre-ville. *« c'est devenu une habitude », « Avec les néons des commerces en centre-ville, pas besoin d'éclairage public ».*

Les participants posent toutefois la question de l'utilité de l'éclairage nocturne des rues et des lieux publics ainsi que celle de sa durée.

Les besoins sont à identifier plus clairement pour ensuite proposer des solutions mieux adaptées qu'un éclairage public uniforme et généralisé.

Les participants ont proposé plusieurs **recommandations** :

- S'adapter aux variations saisonnières de l'éclairage naturel ce que permettent désormais les horloges astronomiques,
- Remplacer les lampes par des catadioptrés sur les routes notamment aux carrefours et sur les chicanes,

- Différencier l'intensité et la durée de l'éclairage en fonction des lieux :
  - o Eclairer plus longtemps : les quartiers urbains centraux où la vie ne s'arrête pas la nuit, les quartiers en difficulté en attendant les mesures d'amélioration,
  - o Eclairer moins longtemps : les quartiers résidentiels ou pavillonnaires plus calmes ; les écarts et villages de campagne
  - o Eclairer en fonction des événements : prolonger l'éclairage public pour la fête de la musique ou lors de la fête du village...
- Eclairer de manière sélective : privilégier certains lieux dangereux comme un passage piétonniers, un bord de rivière, ou encore des monuments pour leur mise en valeur touristique et artistique, créer tout un cheminement piétonniers lumineux, préserver des corridors noirs pour les espèces nocturnes.
- Eviter la ségrégation en négligeant certains quartiers : par exemple réduire l'éclairage en éteignant une lampe sur deux mais faire varier les quartiers concernés,
- Utiliser les nouveaux équipements moins consommateurs d'énergie comme les lampes à Led, le détecteur de présence, etc... avec toutefois l'inconvénient du coût d'installation et d'un retour sur investissement lointain

Les participants élus locaux ont fait part de leur désarroi devant la question de l'éclairage public qui certes coûte cher mais qui semble aussi un point de focalisation de leur administrés comme le montrent les plaintes en cas de panne d'un lampadaire. Certains aimeraient qu'il existe un minimum de réglementations nationales sur le sujet. Le Schéma de Cohérence Territoriale pourrait aussi donner quelques préconisations.

D'autres élus ont franchi le pas d'une réduction de l'éclairage public dans leur commune et témoignent d'une satisfaction des habitants après une période d'inquiétude au début.

Les participants soulignent l'importance de bien informer la population et d'expliquer les raisons de ces choix politiques, notamment au regard des coûts induits par l'éclairage public. Le mieux est d'organiser une concertation avec les habitants pour connaître leurs véritables besoins. Ce travail peut révéler bien des surprises.

Toutefois, il sera difficile d'obtenir des consensus et de tenir compte de tous les cas particuliers, comme par exemple des travailleurs nocturnes qui « paient leurs impôts comme les autres ». Des choix politiques seront à faire. Pour les faciliter, les participants proposent d'éviter les ruptures trop brutales et d'appliquer les modifications d'éclairage progressivement tout en proposant des comportements adaptés à ces changements (ex : prendre l'habitude de sortir la nuit en se munissant d'une lampe de poche). *«c'est une question d'éducation »*

Les participants recommandent également de tester les nouvelles mesures sur des périodes convenues en informant largement la population pour faire ensuite le bilan et réajuster les choix le cas échéant. Il a aussi été suggéré de couper l'électricité un jour par mois pour analyser les conséquences.

*« Le bonheur dans la ville comme dans la vie est ailleurs que dans l'éclairage public... »*

### ZOOM sur le SONDAGE

Par rapport à l'extinction totale et partielle de l'éclairage public, êtes-vous plutôt défavorable / Peu favorable / favorable / très favorable

**83% des participants se disent favorables et très favorables à l'extinction de l'éclairage public**

## Questionnements table 6 : « Eco-villages/éco-quartiers : comment les envisager sur le territoire ? »

*Comment imaginez-vous votre éco-village/éco-quartier ? Comment votre quartier/village peut-il devenir un éco-village/éco-quartier ? Quels échanges entre les éco-villages/éco-quartiers ? Quelle cohésion sur le territoire ? Dans le but de limiter les émissions de gaz à effet de serre, un éco-village/éco-quartier doit-il proposer plus de logements groupés au détriment des logements individuels ?*

Les participants ont commencé par établir une **définition** de l'éco-quartier

Un éco-quartier c'est avant tout :

- Une mixité d'habitat et d'activité ;
- Une mutualisation (des besoins, du matériel, de l'énergie, des idées ...)
- Une démarche de développement durable ;
- De la mixité sociale ;
- Des pistes cyclables sécurisées et nombreuses
- Un quartier qui peut aussi bien se développer en milieu urbain qu'en milieu rural.

Les participants ont également cités de nombreux d'**exemples** d'éco-quartiers réussis :

- Fribourg, retenu comme l'un des meilleurs exemples d'éco-quartiers ;
- Le Saut-le-Cerf, où les habitants se sont investis dans une démarche pour transformer leur quartier en un éco-quartier ;
- Ecolline à Saint-Dié ...

Mais ils ont également cités des exemples moins réussis :

- La Cité Radieuse, présentée comme le précurseur des éco-quartiers mais dont le modèle n'a pas su s'imposer ;
- Remiremont, construit au milieu d'un rond-point ;
- Un quartier dans la grande banlieue de Nancy, qui n'a d'éco-quartier que le nom puisqu'il s'agit seulement de construire un lotissement d'habitation BBC ...

Les participants se sont interrogés sur les **moyens** à mettre en œuvre pour développer les éco-quartiers sur le territoire.

Pour la majorité, les éco-quartiers fonctionnent essentiellement s'ils sont le fruit d'une initiative d'habitants convaincus et motivés qui ont choisi de réellement s'impliquer dans un projet de vie commune.

De nombreuses idées sont donc ressorties sur « comment » aller au-delà de ce qui se fait aujourd'hui, avec par exemple :

- Obliger les promoteurs à intégrer de la mixité dans leurs projets de nouveaux quartiers (à partir d'un certain seuil)
- Intégrer une taxe sur les produits de consommation vendus en grandes surfaces pour permettre le retour des petits commerces dans les quartiers
- Mettre en place une écotaxe de l'énergie
- Reléguer la voiture en dehors du quartier
- Inciter les gens à consommer des produits de saisons voir même de développer l'autosuffisance alimentaire (quitte à faire éclater les villes au bénéfice des campagnes nourricières)
- Développer les maisons bioclimatiques ou encore des habitations où l'énergie serait fournie par l'activité humaine, qui présentent une solution durable qui supplanterait les quartiers BBC.

Les participants n'ont pas identifié la typologie de l'habitat (formes groupées ou individuelles) comme un enjeu majeur. Globalement, la forme de l'habitat doit rester à l'appréciation individuelle et ne doit pas être un facteur d'exclusion. Chaque forme urbaine doit avoir sa place, que ce soit les petits appartements, les grandes maisons individuelles voir même les caravanes. Cependant, il faut faire attention à ce que les éco-quartiers ne deviennent pas de simple lotissement.

Les participants se sont aussi penchés sur la question du **devenir des éco-quartiers** et sur les moyens d'assurer leur pérennité :

- L'éducation est le principal moteur pour développer les éco-quartiers
- Un éco-quartier ne doit jamais être figé et doit constamment chercher à évoluer
- Il est primordial d'établir une cartographie des besoins essentiels des citoyens pour répondre au mieux à leurs besoins
- Les éco-quartiers doivent fonctionner en autarcie, sauf pour les échanges culturels
- Un éco-quartier ne doit pas forcément s'accompagner d'une baisse du confort
- L'individualité doit être respectée avant tout pour qu'un projet commun puisse voir le jour.

### ZOOM sur le SONDAGE

Quelles sont, d'après vous, les composantes essentielles d'un éco-quartier/ éco-village ?  
Souhaiteriez-vous résider dans un éco-quartier/éco-village ?

**Pour les participants un éco-quartier/village est principalement composé d'habitations performantes énergétiquement, avec des espaces partagés et mutualisés (jardins, laverie...). C'est un quartier/village aux fonctions mixtes, composé d'habitations mais aussi de commerces et de services de proximité**

**75% des répondants s'imaginent résider dans un éco-quartier/village**

## Questionnements table 7 : « Covoiturage : quelles motivations ? »

Quels sont les moteurs à l'action ? Quelles actions pourraient être mises en place par les collectivités pour inciter au passage à l'acte ? Quels sont les freins ?

Les participants se sont tout d'abord interrogés sur les **motivations** qui peuvent pousser les individus à covoiturer. Celles-ci sont relativement nombreuses :

- L'aspect économique pour les individus mais également pour les entreprises
- L'absence de solutions alternatives, par exemple pour les personnes âgées en zone rurale
- Le covoiturage est, pour certains, une question de bon sens
- Le problème de trouver une place de stationnement
- Le gain de temps pour la recherche de place ou pour les activités des enfants
- Le covoiturage est une pratique conviviale, qui remplit une fonction sociale
- Cette pratique permet le désengorgement et par là même une réduction de la pollution

Les participants se sont ensuite penchés sur la recherche de **leviers à mobiliser** pour développer la pratique du covoiturage :

- Une communication ciblée et efficace :
  - o Des informations pourraient être transmises sous formes de retours d'expérience. Dans certains pays, par exemple, des voies spéciales sont dédiées au covoiturage. En Grande-Bretagne, des sites internet proposent de mettre en relation les covoitureurs selon les affinités de leurs profils
  - o La mise en place d'une plate-forme par une collectivité ou par un privé (association) qui se voudrait être un « facilitateur » pour diffuser l'information et mettre en relation
  - o Prévoir des systèmes de mise en relation ciblés, qui prennent en compte les différents besoins (travail, loisirs, courses...)
  - o Se baser également sur les réseaux et le bouche-à-oreille
- Une réflexion au niveau de l'entreprise :
  - o Mener la réflexion à l'échelle d'une zone d'entreprises paraît pertinent
  - o Obliger les entreprises à prévoir que leurs employés peuvent covoiturer et aménager les horaires etc...
  - o Créer des incitations financières pour les employés qui covoiturent, une prime de covoiturage
  - o Entreprises se mettent d'accord pour avoir des horaires compatibles
- L'aménagement d'infrastructures :
  - o La mise en place d'une signalisation. Exemple du Finistère : signalisation de parkings de délestage par le CG
  - o La création de parkings à la sortie des villes

Les participants se sont toutefois accordés sur certains **freins** existants et qu'ils étaient nécessaires de mentionner :

- Le covoiturage peut constituer une perte de confort et de temps
- Les personnes utilisant des voitures de société n'ont pas toujours l'autorisation de covoiturer
- La question de la sécurité semble primordiale. Le covoiturage nécessite une confiance, voire une certaine habitude pour que la barrière de la sécurité soit levée
- Un changement des mentalités individualistes est à faire
- Les horaires ne sont pas toujours compatibles
- Certains aléas dans nos journées ne nous permettent pas la pratique du covoiturage
- Les mises en relation se font beaucoup par internet ce qui pose la question des personnes qui ne l'utilisent pas (personnes âgées...)

## ZOOM sur le SONDAGE

Quelles sont les raisons qui vous poussent à covoiturier ?

Si vous ne covoitez pas, que vous manque-t-il pour passer à l'acte ?

**La majorité des participants sont sensibles au covoiturage pour des préoccupations environnementales**

**Les contraintes professionnelles sont le principal problème à résoudre pour encourager le passage à l'acte**

## RESULTATS DU SONDAGE

65 questionnaires ont été traités

- 1) Souhaiteriez-vous participer à un réseau (conférences, échanges d'expériences, visites...) autour de la thématique énergie/climat ?

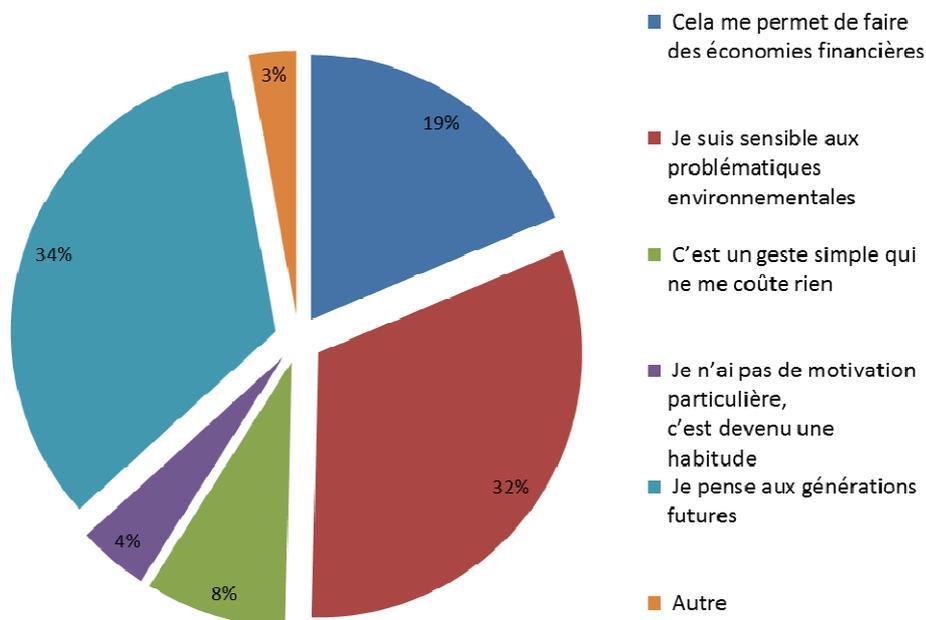
Items	OUI	NON
Nombre de réponses	51	14

Commentaire sur le débat :

« Je suis sidéré et très fâché que le débat ait démarré par une tribune pour RTE. Pourquoi ne parler que d'électricité ? C'est une provocation ! »

- 2) Quelle est votre principale motivation pour réaliser des économies d'énergie ?

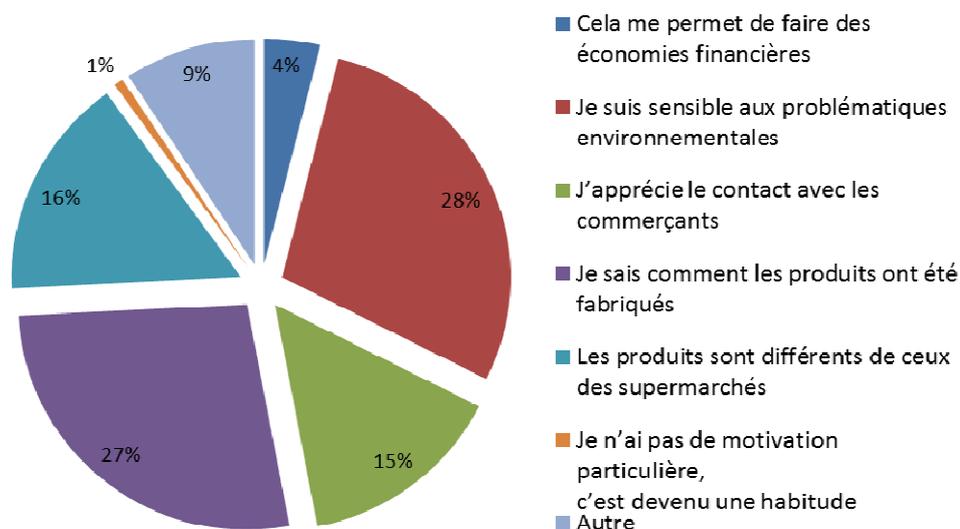
- Cela me permet de faire des économies financières
- Je suis sensible aux problématiques environnementales
- C'est un geste simple qui ne me coûte rien
- Je n'ai pas de motivation particulière, c'est devenu une habitude
- Je pense aux générations futures
- Autre : .....



Items	Nombre de réponses
<b>Cela me permet de faire des économies financières</b>	<b>26</b>
<b>Je suis sensible aux problématiques environnementales</b>	<b>44</b>
<b>C'est un geste simple qui ne me coûte rien</b>	<b>12</b>
<b>Je n'ai pas de motivation particulière, c'est devenu une habitude</b>	<b>6</b>
<b>Je pense aux générations futures</b>	<b>47</b>
<b>Autre :</b>	<b>4</b>
Je veux qu'on abandonne l'Europe Nucléaire = déchets monstrueux	1
Les économies d'énergie deviennent un problème de survie pour notre pays	1
Horreur du gaspillage	1
Recherche d'une consommation plus sobre pour une croissance dans la sobriété	1

3) Quelles sont les motivations qui vous poussent à acheter local ?

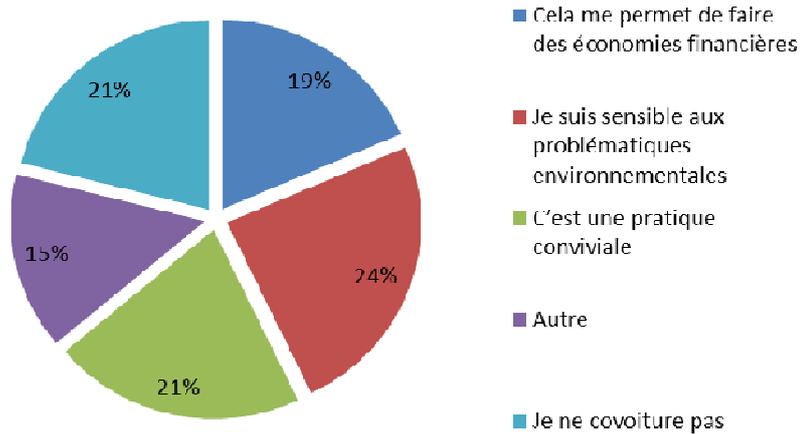
- Cela me permet de faire des économies financières
- Je suis sensible aux problématiques environnementales
- J'apprécie le contact avec les commerçants
- Je sais comment les produits ont été fabriqués
- Les produits sont différents de ceux des supermarchés (variétés, saisonnalité...)
- Je n'ai pas de motivation particulière, c'est devenu une habitude
- Autre : .....



Items	Nombre de réponses
<b>Cela me permet de faire des économies financières</b>	<b>6</b>
<b>Je suis sensible aux problématiques environnementales</b>	<b>43</b>
<b>J'apprécie le contact avec les commerçants</b>	<b>22</b>
<b>Je sais comment les produits ont été fabriqués</b>	<b>41</b>
<b>Les produits sont différents de ceux des supermarchés (variétés, saisonnalité...)</b>	<b>24</b>
<b>Je n'ai pas de motivation particulière, c'est devenu une habitude</b>	<b>1</b>
<b>Autre :</b>	<b>14</b>
Pour que les producteurs gagnent mieux leur vie	1
Je produis autant que je peux moi-même également	1
Les produits sont bien meilleurs au goût	1
Favoriser l'emploi local	3
Stimuler l'économie locale, dynamiser les villages	3
Je ne veux plus "engraisser" les supermarchés	1
Je ne fais pas attention	2
J'essaye peu importe les motivations	1
Je ne le fais pas assez (supermarché + pratique, coût)	1
Désir de faire travailler les producteurs locaux par souci de solidarité "vivre et travailler au pays"	1

4) Quelles sont les raisons qui vous poussent à covoiturer ?

- Cela me permet de faire des économies financières
  - Je suis sensible aux problématiques environnementales
  - C'est une pratique conviviale
  - Autre : .....
  - Je ne covoiture pas
- ↳ Que vous manque-t-il pour passer à l'acte ?.....

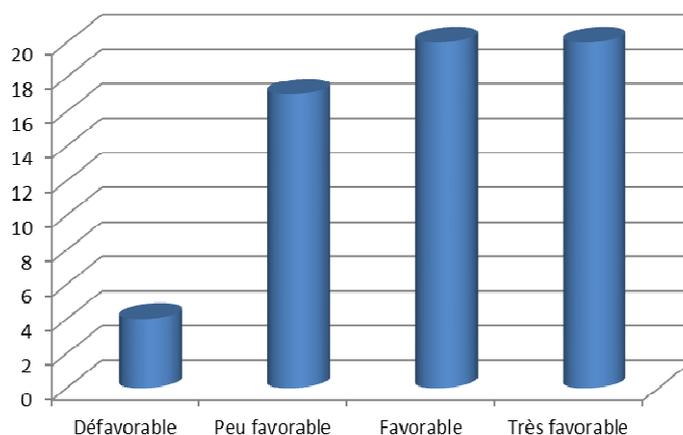


Items	Nombre de réponses
Cela me permet de faire des économies financières	22
Je suis sensible aux problématiques environnementales	29
C'est une pratique conviviale	25
Autre	18
Je ne covoiture pas	25

Que vous manque-t-il pour passer à l'acte ?	
Vaincre mon individualisme	1
Contraintes professionnelles	5
Difficultés dans la ville où je me trouve	1
Viabilité	1
En retraite	1
Peu utile	2
L'outil	1
La possibilité de co-voiturer avec d'autres	3
J'ai une voiture de service et n'ai pas le droit de prendre des passagers	1
Pas de permis ou pas de voiture	2
Un petit changement d'habitude	1
Pas d'obligation dans mes pratiques habituelles, déplacements doux privilégiés	1
Trajets atypiques hors grands mouvements	1
Baisser le Co2	1
Je fais du covoiturage pour des visites culturelles et touristiques mais pas pour le travail : je suis retraité et mes besoins sont beaucoup moins quotidiens mais occasionnels et là je connais mal les systèmes de mise en relation offre-demande-centrale de réservation...	1

5) Par rapport à l'extinction **totale** de l'éclairage public, êtes-vous plutôt :

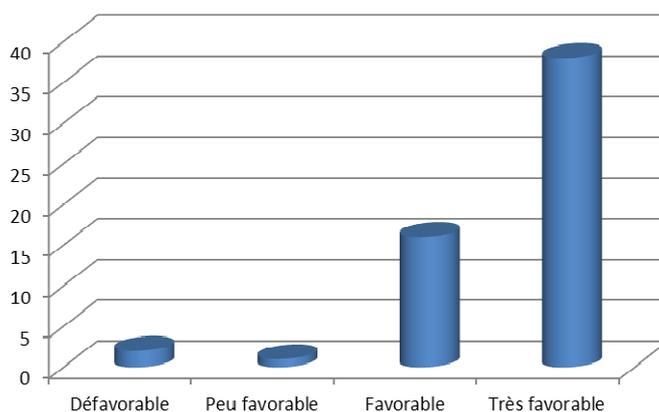
Défavorable     Peu favorable     Favorable     Très favorable



Items	Nombre de réponses
<b>Très favorable</b>	<b>20</b>
<b>Favorable</b>	<b>20</b>
<b>Peu favorable</b>	<b>17</b>
<b>Défavorable</b>	<b>4</b>

Par rapport à l'extinction **partielle** de l'éclairage public, êtes-vous plutôt :

Défavorable     Peu favorable     Favorable     Très favorable



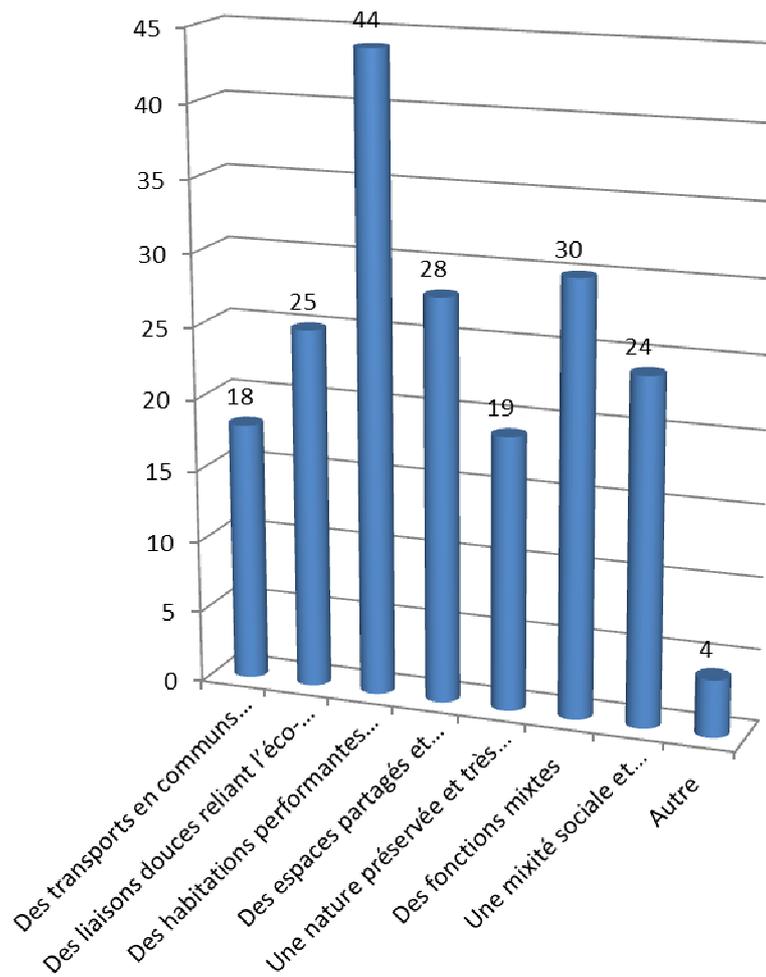
Items	Nombre de réponses
<b>Très favorable</b>	<b>38</b>
<b>Favorable</b>	<b>16</b>
<b>Peu favorable</b>	<b>1</b>
<b>Défavorable</b>	<b>2</b>

Si vous êtes défavorable ou peu favorable, quels sont vos principaux freins ?

Principaux freins	
<b>Je pense qu'on doit pouvoir se déplacer la nuit (autre qu'en voiture) sans avoir besoin de sa lampe de poche</b>	<b>1</b>
<b>Raisons de sécurité</b>	<b>7</b>
<b>En hiver la nuit tombe à 17h, un environnement totalement noir bloquerait toute activité</b>	<b>1</b>
<b>Pour une gestion intelligente de l'éclairage public à LED : allumage et extinction au gré du passage des usagers</b>	<b>1</b>
<b>Questions différentes suivant les territoires urbains et ruraux</b>	<b>1</b>
<b>Acceptabilité sociale</b>	<b>1</b>
<b>Attention aux entrées d'agglomération sur les routes départementales importantes.</b>	<b>1</b>
<b>Laisser éclairés les grands axes (sécurité)</b>	<b>1</b>

6) Quelles sont, d'après vous, les composantes essentielles d'un éco-quartier/ éco-village ? (3 réponses maximum) :

- Des transports en communs performants
- Des liaisons douces reliant l'éco-quartier au centre-ville/l'éco- village aux autres villages et aux gares et arrêts d'autocars
- Des habitations performantes énergétiquement
- Des habitations groupées pour limiter la consommation foncière
- Des espaces partagés et mutualisés (jardins, laverie...)
- Une nature préservée et très présente
- Un quartier/village aux fonctions mixtes, composé d'habitations mais aussi de commerces et de services de proximité
- Un quartier/village respectant une certaine mixité sociale et intergénérationnelle
- Autre : .....



Items	Nombre de réponses
Des transports en communs performants	18
Des liaisons douces reliant l'éco-quartier au centre-ville/l'éco-village aux autres villages et aux gares et arrêts d'autocars	25
Des habitations performantes énergétiquement	44
Des espaces partagés et mutualisés (jardins, laverie...)	28
Une nature préservée et très présente	19
Un quartier/village aux fonctions mixtes, composé d'habitations mais aussi de commerces et de services de proximité	30
Un quartier/village respectant une certaine mixité sociale et intergénérationnelle	24
<b>Autre :</b>	<b>4</b>
Un quartier-village qui met en œuvre toutes les conditions d'un développement durable	1
Tout est mutualisation de l'énergie (chaufferie collective plutôt que chauffage individuel)	1
Un quartier-village sans grande surface sauf Brico ou autres	1
Des rendez-vous entre habitants (goûter, club de jeux, cuisine commune)	1

Souhaiteriez-vous résider dans un éco-quartier/éco-village ?

oui       non

Items	OUI	NON
<b>Nombre de réponses</b>	49	16

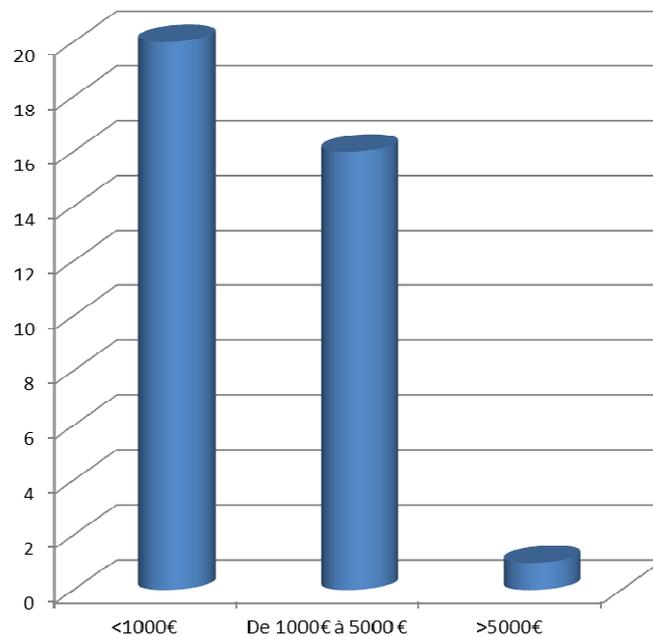
7) Seriez-vous prêt à investir dans un projet éolien collectif ?

oui       non

Items	OUI	NON
<b>Nombre de réponses</b>	37	28

Si oui, quelle somme seriez-vous prêt à investir ?

<100€       de 100€ à 500 €       de 500 à 1000 €       > 1000 €



Commentaires sur le débat :

« Je pense que les Vosges ne sont pas un bon territoire pour l'éolien »

« Prêt à investir également dans le photovoltaïque »

« Pour un projet éolien : non mais pour un projet écologique collectif : oui »